



**Doc. 14102**  
23 juin 2016

## **Mettre fin à l'abus de l'état d'urgence en France contre le droit de réunion et le droit de grève**

### **Déclaration écrite n° 608**

---

Cette déclaration écrite ne reflète pas la position de l'Assemblée, mais uniquement celle des membres qui l'ont signée. Elle ne fera pas l'objet de mesures supplémentaires de l'Assemblée.

---

En novembre 2015, la France a déclaré qu'elle allait prendre des mesures dérogeant à la Convention européenne des droits de l'homme pour prévenir les attentats terroristes. Le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe et l'Assemblée parlementaire, dans sa Résolution 2090 (2016) et sa Résolution 2116 (2016), ont fait part de leurs préoccupations concernant cet état d'urgence, demandant à ce qu'il soit limité « au strict minimum dans le temps et dans l'espace ».

L'état d'urgence a été utilisé de manière abusive pour interdire des manifestations de militants écologistes lors de la COP21, pour autoriser des perquisitions de domicile et des assignations à résidence et pour restreindre la jungle de Calais, malgré l'absence de tout lien avec le terrorisme.

L'état d'urgence sert maintenant à empêcher des manifestations et des grèves contre la « Loi Travail », organisées par des citoyens, des travailleurs, des syndicats et par le mouvement Nuit Debout en France. Des militants sont arbitrairement assignés à résidence et des manifestations sont interdites. Du gaz lacrymogène, des balles en caoutchouc et des grenades neutralisantes sont systématiquement utilisés, tandis que le contrôle judiciaire et politique n'encourage pas l'évaluation de la nécessité et de la proportionnalité des mesures juridiques et pratiques.

Nous condamnons l'abus de l'état d'urgence et la menace du terrorisme brandie pour violer le droit à la liberté de réunion et le droit de grève au mépris de la Convention européenne des droits de l'homme.

*Signé (voir au verso)*



Signé<sup>1</sup>:

HUNKO Andrej, Allemagne, GUE  
CILEVIČS Boriss, Lettonie, SOC  
ELZINGA Tuur, Pays-Bas, GUE  
FINCKH-KRÄMER Ute, Allemagne, SOC  
GROTH Annette, Allemagne, GUE  
HANŽEK Matjaž, Slovénie, GUE  
JOHANSSON FORNARVE Lotta, Suède, GUE  
JÓNASSON Ögmundur, Islande, GUE  
KAVVADIA Ioanneta, Grèce, GUE  
KERESTECİOĞLU DEMİR Filiz, Turquie, GUE  
KOX Tiny, Pays-Bas, GUE  
KÜRKÇÜ Ertuğrul, Turquie, GUE  
LOUCAIDES George, Chypre, GUE  
MAURY PASQUIER Liliane, Suisse, SOC  
MEALE Alan, Royaume-Uni, SOC  
NORDQVIST Rasmus, Danemark, GUE  
ÖZSOY Hişyar, Turquie, GUE  
POSTOICO Maria, République de Moldova, GUE  
PSYCHOGIOS Georgios, Grèce, GUE  
RODRIGUES António Filipe, Portugal, GUE  
SCHWABE Frank, Allemagne, SOC  
VILLUMSEN Nikolaj, Danemark, GUE

---

Total = 22

---

1. GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne  
SOC: Groupe socialiste